



## CORONAVIRUS

## L'Europe écartelée face à un « danger mortel »

La crise du coronavirus rouvre la fracture entre le nord et le sud de la zone euro sur la mutualisation des dettes

BRUXELLES - bureau européen  
BERLIN - correspondant

Le scénario d'une crise profonde prend chaque jour un peu plus forme au sein de l'Union européenne (UE). Divisés sur la riposte économique commune à apporter pour faire face aux conséquences de la pandémie de Covid-19, les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept doivent se réunir le mardi 7 avril, par visioconférence, afin de trouver un terrain d'entente. Mais, déjà, la fracture Nord-Sud, qui avait failli faire imploser l'UE en 2010, lors de la crise de la dette de la zone euro et du sauvetage de la Grèce, ressurgit avec force.

« *Le microbe est de retour* », s'est alarmé, samedi 28 mars, Jacques Delors. Sortant de son silence, l'ex-président de la Commission européenne, 94 ans, dénonce un « *danger mortel* » pour le projet européen si d'aventure les pays membres se révélaient incapables d'afficher leur solidarité. « *Sans solidarité, les liens et les raisons d'être ensemble tombent à l'eau* », a prévenu de son côté le président du Parlement européen, l'Italien David Sassoli.

Lundi 30 mars, c'était au tour du président de l'Eurogroupe, Mario Centeno, également ministre des finances du Portugal, de mettre en garde contre un risque de « *fragmentation* » au sein de l'union monétaire. « *Nous devons explorer les moyens de mettre en œuvre les instruments existants, mais nous devons être ouverts à l'examen d'autres solutions lorsque les premières s'avèrent inadéquates* », soulignait-il

dans un courrier envoyé à ses homologues européens.

Le torchon brûle en effet au sein de l'UE entre des pays du Sud, comme l'Italie et l'Espagne, parmi les plus touchés par la pandémie et aux finances fragiles, et ceux du Nord, emmenés par les Pays-Bas – chef de file des Etats dits « frugaux » – et par l'Allemagne et l'Autriche, partisans de la maîtrise des finances.

Les premiers, soutenus par la France et sept autres pays européens (la Grèce, le Portugal, la Slovaquie, la Belgique, le Luxembourg et l'Irlande, rejoints depuis par Chypre) plaident pour la création d'un instrument commun de mutualisation des dettes sous forme de « coronabonds ».

Les seconds ne veulent pas entendre parler, préférant la piste du Mécanisme européen de stabilité (MES), un fonds de sauvetage de la zone euro créé en 2012. Doté d'une force de frappe de 410 milliards d'euros de lignes de crédit, le MES est un dispositif d'aides sous conditions, accordées en contrepartie de plans drastiques d'austérité de la part des pays bénéficiaires, comme ce fut le cas en Grèce, au Portugal et en Irlande.

#### « Une solidarité bien pensée »

Mardi 31 mars, des appels au boycottage des produits néerlandais ont été lancés en Italie, en réaction à l'attitude intransigente du premier ministre des Pays-Bas, Mark Rutte, et de son ministre des finances, Wopke Hoekstra, qui avaient émis tous deux, auparavant, des critiques contre les pays du Sud incapables, selon eux, de maîtriser leurs finances, ce qui les aurait affai-

blis au moment d'affronter le choc du coronavirus.

Le même jour, une dizaine d'élus italiens – parmi lesquels les maires de Milan, Bergame, Venise, Gênes... – lançaient un appel solennel dans une tribune publiée par le quotidien *Franfurter Allgemeine Zeitung*, incitant l'Allemagne à dire oui à un grand plan de sauvetage européen – sans qu'il soit question, précisaient-ils, d'effacer les dettes déjà existantes.

Les signataires de ce texte attaquaient aussi frontalement les Pays-Bas, et convoquaient l'histoire pour convaincre Berlin de bouger en rappelant l'accord de Londres, de 1953, entre la République fédérale d'Allemagne et ses créanciers, qui avait permis de diviser par deux ses dettes extérieures. La réponse n'a pas tardé. « *Nous sommes prêts à la solidarité, mais une solidarité bien pensée* », a ainsi rappelé le ministre des finances social-démocrate, Olaf Scholz, à Munich. Sur ce point, la grande coalition de la chancelière Angela Merkel fait bloc. A l'exception des Verts et du parti de gauche Die Linke, aucune formation politique allemande n'est prête à soutenir l'idée d'une mutualisation des dettes.

Le virus de la discorde était déjà manifeste lors du Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement du jeudi 26 mars. Après six heures de discussion par visioconférence, amputées des négociations de coulisse habituelles dans ce genre de sommet, la réunion a surtout ravivé le spectre de la crise de 2010-2012 et ses traumatismes, quand des dizaines de milliards d'euros d'aide avaient



été accordés à des pays en difficulté en contrepartie de sévères réformes de leurs systèmes de soins, de retraite ou de chômage. A l'époque, il avait déjà été question d'« eurobonds ».

Dix ans après, l'idée des coronabonds, opposée à celle du MES, a déclenché la même violence et la même hostilité de part et d'autre. « *Le MES est un très bon instrument... Si ce que tu attends, ce sont les coronabonds, ils ne viendront jamais, mon Parlement ne l'accepterait pas*, a lancé Angela Merkel au premier ministre italien, Giuseppe Conte. *Vous provoquez de faux espoirs et vous lancez des messages de division.* »

Dans les conclusions du Conseil du 26 mars, les mots qui fâchent, « coronabonds » ou « MES », ont cependant été gommés. « *Quand on parlait d'eurobonds entre 2010 et 2012, il y avait vingt-cinq scénarios sur la table. Aujourd'hui, ce n'est pas le sujet. On parle de mutualiser l'effort à faire pour la sortie de cette crise* », assure un diplomate.

### Les deux populismes

Les crispations, les coups de menton des uns et des autres ne sont pas, il est vrai, dénués d'arrière-pensées. Chacun prend soin de ne pas irriter davantage, à domicile, une opinion publique déjà traumatisée par l'épidémie. « *Il y a des populismes du Sud et des populismes du Nord* », résume un proche des négociations.

« *En décembre 2019, Matteo Salvini [ex-ministre de l'intérieur et chef de la Ligue, parti d'extrême droite] a su jouer sur les craintes d'une mise sous tutelle et empêcher une réforme du MES* », rappelle un diplomate. « *Est-ce que l'UE, la zone euro se résument à une institution monétaire et à un ensemble de règles très assouplies qui permettent à chaque Etat d'agir de son côté? Où agit-on ensemble pour financer nos dépen-*

*ses, nos besoins dans cette crise vitale?* », insistait, de son côté, le chef de l'Etat français, Emmanuel Macron, dans un entretien, vendredi, à plusieurs quotidiens italiens.

En réalité, l'Europe a déjà fait plus que personne ne l'aurait imaginé il y a peu encore : suspension du pacte de stabilité et des contraintes budgétaires qui pèsent sur la zone euro, assouplissement du régime des aides d'Etat afin de permettre aux gouvernements de voler au secours de leurs entreprises sans contrevenir aux règles du marché intérieur ; mise à disposition par la Commission de 37 milliards d'euros pour aider les pays à financer les ravages causés par le virus ; engagement de la Banque centrale européenne à injecter plus de 1000 milliards d'euros dans l'économie...

L'espoir, à Bruxelles, repose désormais sur l'adoption d'un plan de relance fort et coordonné pour sortir au plus vite d'une récession qui s'annonce commune. Car les conséquences de la crise sanitaire hors norme que traverse l'UE, maintenant que le confinement concerne la quasi-totalité des populations, mettront sans doute l'économie des Vingt-Sept à genoux. Mardi, le ministre néerlandais a mis un peu d'eau dans son vin. Tout en écartant de nouveau l'idée de coronabonds, il concédait s'être montré « *peu empathique* » avec les pays du Sud et vantait une « *Europe forte dans l'intérêt de tous* ». ■

VIRGINIE MALINGRE,  
ISABELLE MANDRAUD (À PARIS),  
JEAN-PIERRE STROOBANTS  
ET THOMAS WIEDER

## L'espoir, à Bruxelles, repose désormais sur l'adoption d'un plan de relance fort et coordonné

### « Sans solidarité, les liens et les raisons d'être ensemble tombent à l'eau »

DAVID SASSOLI  
président du Parlement européen



► 2 avril 2020 - N°23399



**Le Conseil européen du 26 mars par visioconférence, vu depuis le bureau du premier ministre italien, Giuseppe Conte. AFP**